



Positionnement Terre de Liens PACA sur les concertations SAFER

La SAFER PACA, acteur du foncier, a décidé d'associer les citoyens de la région pour élaborer son futur Programme Pluriannuel d'Activité des Safer (PPAS) qui déterminera ses orientations stratégiques pour les années 2022-2028. Ce PPAS est une obligation légale pour les SAFER.

La SAFER régule le marché du foncier agricole permettant ainsi la protection de cette activité, deux enjeux qui sont le cœur de l'association Terre de Liens. C'est pour y répondre que nous vous proposons différentes propositions que vous pourrez porter lors de la concertation dans votre territoire.

En préambule, afin de mieux comprendre les enjeux sur les questions relatives au foncier agricole dans notre région, il serait intéressant de connaître le bilan et une évaluation du PPAS précédent. En effet, connaître les problématiques auxquelles la SAFER est confrontée tant d'un point de vue politique que sur les modalités d'exercice de leur mission, nous permettrait de faire des propositions plus ciblées.

Terre de Liens soutient un modèle agricole :

- Diversifié respectueux de l'environnement et vivifiant les sols, les paysages et rééquilibrant les écosystèmes par des pratiques telles que l'agriculture biologique et l'agriculture biodynamique.
- A finalités principalement alimentaires, socialement responsable et s'inscrivant dans l'économie solidaire.
- Paysan, à taille humaine, favorisant la création d'emploi, économiquement viable et transmissible.
- Relié à la société civile, qui tisse des liens dans les territoires et participe à l'économie locale.

Nous demandons à la SAFER d'orienter ses choix vers ce modèle-là.

Dans ses projets d'acquisition de fermes, Terre de Liens a besoin de temps pour collectivement étudier et valider des projets d'installation équilibrés. Il est aussi parfois nécessaire de reconstituer un ensemble parcellaire cohérent. Cela nécessite du temps et un portage sur le moyen terme.

Nous proposons à la SAFER d'envisager de porter le foncier sur du moyen terme afin de faciliter l'élaboration de projets cohérents et viables.

L'enjeu croissant de l'utilisation des terres agricoles nécessite une participation plus grande de la société civile, et des consommateurs.

Nous demandons l'ouverture des structures de délibération de la Safer (CA et comités techniques départementaux) à la société civile.